Arabie saoudite ou Iran : la France a choisi son camp

17/01/2014 à 19h49

Dans la guerre confessionnelle qui oppose les deux puissances du Moyen-Orient, Paris mise sur l'ultraconservateur royaume wahhabite. Un pari très risqué.

L'année 2013 a signé le retour de l'Iran. Isolée diplomatiquement sous l'ère Ahmadinejad, la République islamique est revenue sur le devant de la scène internationale par la grande porte. À la faveur de l'élection en juin du président "modéré" Hassan Rohani, Téhéran a changé de ton et a précipité la conclusion d'un accord intermédiaire limitant son programme nucléaire, qui empoisonne ses relations avec l'Occident depuis une décennie. **Surtout, les ayatollahs ont entamé en catimini des discussions directes avec les Américains, une première en trente ans.**

"Ce rapprochement entre l'Iran et les États-Unis, même s'il est timide, change totalement la donne de la région", souligne Fatiha Dazi-Héni, maître de conférences à l'IEP de Lille et spécialiste des monarchies du Golfe. Une évolution qui pourrait sensiblement modifier les rapports de force dans la guerre confessionnelle que se livrent musulmans sunnites (pays du Golfe) et musulmans chiites (Iran) et qui trouve actuellement son apogée dans le conflit syrien….

> *Or, à la différence des États-Unis, la France n'a pas rompu avec l'ère Ahmadinejad. Sur le dossier nucléaire, Paris a même fait preuve de plus de fermeté que Washington.*

"Certains partenaires ont laissé la presse nous attaquer, alors que cette fermeté a finalement payé avec un accord plus précis qui a plu à tout le monde", note un diplomate français. **Sur le dossier syrien, la position française est encore plus**

tranchée…

“La France a pris des risques avec une position forte dès le début”, rétorque un diplomate français. “Mais nous nous sommes retrouvés face à l’hésitation d’autres partenaires internationaux, qui nous ont de fait laissés seuls en pointe. Le dossier s’est, dès lors, compliqué et Bachar el-Assad a pu profiter des atermoiements de la communauté internationale pour justifier son discours de rempart contre le chaos djihadiste.”

Sur la Syrie, comme sur le nucléaire iranien, la France a épousé les thèses de l’autre grande puissance régionale impliquée dans la guerre sunnite/chiite : l’Arabie saoudite. Opposé à une réhabilitation de l’Iran dans le concert des nations et grand argentier de l’opposition syrienne armée (mais pas des djihadistes), l’ultraconservateur royaume saoud n’a que très moyennement apprécié le rapprochement entre son plus grand allié, les États-Unis, et son ennemi chiite iranien….

Une position qui tranche avec la tradition de médiateur de la France au Moyen-Orient, imprimée par le général de Gaulle et suivie jusqu’à Jacques Chirac. **Depuis Nicolas Sarkozy, et son rapprochement avec le Qatar, Paris semble placer tous ses oeufs dans le même panier sunnite, au risque de se retrouver lésé si le camp chiite venait à l’emporter…**

Si les relations franco-iraniennes se sont quelque peu apaisées durant les mandats des présidents iraniens Rafsandjani (modéré) puis Khatami (réformateur), permettant l’arrivée de nombreuses entreprises françaises en Iran, elles se sont de nouveau assombries avec l’élection à la présidence de l’ultraconservateur Ahmadinejad en 2005, couplée à celle de Nicolas Sarkozy en 2007. **“La diplomatie française a alors suivi une ligne plus favorable à l’Amérique et à l’Otan”**, explique une source bien au fait des arcanes du Quai d’Orsay. “Les tenants de cette ligne considèrent que l’on a plus intérêt à s’ancrer sur les pôles de stabilité et de prospérité de la région, **même s’il s’agit de régimes autoritaires et traditionnels, d’autant plus qu’ils sont de gros clients**.”..

Le royaume saoud est devenu en 2013 le premier client de la France, avec des échanges qui ont dépassé les huit milliards d'euros en 2013. Au Liban, où l'Arabie saoudite, comme la France, s'inquiète de l'influence grandissante de l'Iran via le Hezbollah, Riyad a versé en décembre à l'armée libanaise trois milliards d'euros pour acheter… des armes françaises.
"Nous avons des relations avec des pays même quand nous ne sommes pas d'accord avec eux, rétorque le diplomate français. Nous discutons également des droits de l'homme avec l'Arabie saoudite, y compris son soutien sans faille à l'armée égyptienne [impliquée dans la répression des Frères musulmans], même si nos propos ne sont pas rendus publics."
C'est avec l'ambition de renforcer ses échanges avec le royaume saoud que le président François Hollande s'est rendu à la veille du nouvel an à Riyad, dont l'excédent budgétaire s'élève à 55 milliards d'euros. **Mais, à la surprise générale, le président français en est reparti bredouille.**
Le Point